

Distr.
LIMITEE

E/CN.4/1993/L.10/Add.10
11 mars 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-neuvième session
Point 30 de l'ordre du jour

PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION

Rapporteur : M. Zdzislaw KEDZIA (Pologne)

TABLE DES MATIERES*

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
X.	QUESTION DES DROITS DE L'HOMME DE TOUTES LES PERSONNES SOUMISES A UNE FORME QUELCONQUE DE DETENTION OU D'EMPRISONNEMENT, EN PARTICULIER :	
	a) TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DEGRADANTS; b) ETAT DE LA CONVENTION CONTRE LA TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DEGRADANTS;	
	c) QUESTION DES DISPARITIONS FORCEES OU INVOLONTAIRES; d) QUESTION CONCERNANT UN PROJET DE PROTOCOLE FACULTATIF SE RAPPORTANT A LA CONVENTION CONTRE LA TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DEGRADANTS	

*/ Le document E/CN.4/1993/L.10 et ses additifs contiennent les chapitres du rapport relatifs à l'organisation de la session et aux divers points de l'ordre du jour. Les résolutions et décisions adoptées par la Commission, ainsi que les projets de résolution et décision appelant une décision du Conseil économique et social et les autres questions intéressant le Conseil figurent dans le document E/CN.4/1993/L.11 et ses additifs.

- X. QUESTION DES DROITS DE L'HOMME DE TOUTES LES PERSONNES SOUMISES A UNE FORME QUELCONQUE DE DETENTION OU D'EMPRISONNEMENT, EN PARTICULIER :
- a) TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DEGRADANTS; b) ETAT DE LA CONVENTION CONTRE LA TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DEGRADANTS; c) QUESTION DES DISPARITIONS FORCEES OU INVOLONTAIRES; d) QUESTION CONCERNANT UN PROJET DE PROTOCOLE FACULTATIF SE RAPPORTANT A LA CONVENTION CONTRE LA TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DEGRADANTS

1. La Commission a examiné le point 10 de l'ordre du jour et les alinéas a), b), c) et d) de sa 28ème à sa 34ème séance, les 19, 22 et 23 février, à ses 37ème et 38ème séances, le 24 février, et à sa 57ème séance, le 5 mars 1993 2/.
2. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie des documents suivants :

Lettre datée du 17 juin 1992, adressée au Président de la Commission des droits de l'homme à sa quarante-huitième session par le Chargé d'affaires de la Mission permanente de Chypre auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (E/CN.4/1993/4);

Rapport du Secrétaire général sur les droits de l'homme et la médecine légale présenté en application de la résolution 1992/24 de la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1993/20);

Détention de fonctionnaires internationaux et de membres de leurs familles : rapport mis à jour du Secrétaire général, établi en application de la résolution 1992/26 de la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1993/22);

Rapport du Groupe de travail sur la détention arbitraire (E/CN.4/1993/24);
Note du Secrétaire général (E/CN.4/1993/27);

Lettre datée du 29 janvier 1993, adressée au Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme par le représentant permanent de la République fédérale de Yougoslavie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (E/CN.4/1993/86);

Lettre datée du 24 février 1993, adressée au Président de la Commission des droits de l'homme par le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (E/CN.4/1993/103);

Exposé écrit présenté par la Fédération internationale des droits de l'homme, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie II (E/CN.4/1993/NGO/9);

Exposé écrit présenté par la Commission andine de juristes, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie II (E/CN.4/1993/NGO/10);

Exposé écrit présenté par la Fédération internationale des droits de l'homme, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie II (E/CN.4/1993/NGO/19);

Exposé écrit présenté par le Centre Europe-Tiers Monde, organisation non gouvernementale inscrite sur la Liste (E/CN.4/1993/NGO/22).

3. A la 30ème séance, le 22 février 1993, le Président-Rapporteur du Groupe de travail sur la détention arbitraire, M. L. Joinet, a présenté le rapport du Groupe de travail (E/CN.4/1993/24) à la Commission.

4. Au cours du débat général sur le point 10, les membres suivants de la Commission ont fait des déclarations 3/ : Australie (34ème), Autriche (28ème), Brésil (31ème), Canada (33ème), Chili (28ème et 30ème), Chypre (33ème), Colombie (33ème), Cuba (33ème), Etats-Unis d'Amérique (33ème), Fédération de Russie (32ème), France (30ème), Inde (33ème), Indonésie (34ème), Pakistan (32ème), Pays-Bas (33ème), Pologne (33ème), Portugal (34ème), République de Corée (35ème) et République tchèque (30ème).

5. La Commission a également entendu des déclarations des observateurs des pays suivants : Sénégal (28ème), Suède (31ème).

6. L'observateur de la Suisse a fait une déclaration (33ème).

7. L'observateur du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires de l'Office des Nations Unies à Vienne a fait une déclaration (31ème).

8. La Commission a également entendu des déclarations des organisations non gouvernementales ci-après : Alliance réformée mondiale (35ème), American Association of Jurists (35ème), Amnesty International (29ème), Article 19 : The International Centre against Censorship (32ème), Association africaine d'éducation pour le développement (37ème), Association internationale des éducateurs pour la paix du monde (35ème), Association internationale contre la torture (31ème), Association internationale des juristes démocrates (38ème), Association mondiale de prospectives sociales (32ème), Centre Europe-Tiers Monde (38ème), Comité mondial pour la liberté de la presse (35ème), Commission andine de juristes (35ème), Commission internationale de juristes (31ème),

page 4

Commission pour la défense des droits de l'homme en Amérique latine (37ème), Communauté mondiale de vie chrétienne (31ème), Conférence mondiale des religions pour la paix (38ème), Congrès du monde islamique (32ème), Conseil international des traités indiens (35ème), Entraide universitaire mondiale (38ème), Fédération internationale des droits de l'homme (35ème), Fédération internationale Terre des hommes (35ème), Fédération internationale des PEN clubs (31ème), Fédération syndicale mondiale (37ème), Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants (38ème), France-Libertés : Fondation Danielle Mitterrand (29ème), Groupe juridique sur les droits de l'homme internationaux (31ème), Human Rights Advocates (35ème), International Educational Development (38ème), International Federation for the Protection of the Rights of Ethnic, Religious, Linguistic and Other Minorities (35ème), International Immigrants Foundation (35ème), International Work Group for Indigenous Affairs (32ème), Lawyers Committee for Human Rights (32ème), Les amputés de la guerre du Canada (32ème), Libération (32ème), Ligue internationale des droits de l'homme (32ème), Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples (28ème), Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (32ème), Mouvement international de la réconciliation (35ème), Mouvement international pour l'union fraternelle entre les races et les peuples (32ème), Mouvement mondial des mères (31ème), Organisation mondiale contre la torture (29ème), Pax Christi International (35ème), Pax Romana (32ème), Service, paix et justice en Amérique latine (32ème), Union des avocats arabes (37ème).

9. Des déclarations dans l'exercice du droit de réponse ou d'un droit équivalent ont été faites par les représentants du Bangladesh (38ème), du Burundi (30ème), de la Chine (35ème), de Cuba (32ème et 38ème), de l'Indonésie (41ème), du Japon (35ème et 38ème), du Nigéria (32ème), de la République arabe syrienne (35ème), de la République islamique d'Iran (38ème), du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (35ème) et du Soudan (38ème), et par les observateurs de l'Azerbaïdjan (38ème), de l'Ethiopie (38ème), des Philippines (41ème), du Rwanda (33ème) et de la Turquie (33ème).

10. A la 57ème séance, le 5 mars 1993, la Commission a examiné les projets de résolutions et de décisions présentés au titre du point 10 de l'ordre du jour.

11. Le 3 mars 1993, un projet de résolution (E/CN.4/1993/L.46) avait été présenté par les pays suivants : Burundi, Cameroun*, Ethiopie*, Gambie,

Guinée équatoriale*, Kenya, Lesotho, Madagascar*, Nigéria, République-Unie de Tanzanie*, Sénégal*, Tunisie et Zimbabwe. Ce projet était libellé comme suit :

(Insérer le texte du document L.46 : GE.93-11270 ci-joint)

12. A la 57ème séance, le 5 mars 1993, le représentant du Kenya a présenté un projet de résolution révisé (E/CN.4/1993/L.46/Rev.1) parrainé par les mêmes Etats membres et les mêmes Etats ayant le statut d'observateur que le projet de résolution E/CN.4/1993/L.46, ainsi que par le Swaziland*.

13. Le représentant du Kenya a remanié oralement le projet de résolution en insérant, au paragraphe 8, "sur la demande des gouvernements concernés", entre les mots "accorde" et "une assistance".

14. Le représentant de la France a fait une déclaration au sujet du projet de résolution tel que révisé.

15. Le projet de résolution, tel qu'il avait été remanié oralement, a été adopté sans être mis aux voix.

16. Les représentants de la France, de l'Indonésie et de la République islamique d'Iran ont fait des déclarations pour expliquer la position de leurs délégations.

17. Le texte adopté figure à la section A du chapitre II (résolution 1993/32).

18. A la même séance, le représentant du Canada a présenté le projet de résolution E/CN.4/1993/L.48, qui avait pour auteurs les pays suivants : Argentine, Autriche, Canada, Chili, Costa Rica, Etats-Unis d'Amérique, France, Pologne, République tchèque et Uruguay. L'Allemagne, la Bulgarie, Chypre, la Fédération de Russie, la Gambie, le Japon, les Pays-Bas, le Portugal, la Suisse* et la Zambie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

19. Le représentant du Canada a révisé oralement le projet de résolution comme suit :

a) Au huitième alinéa, le membre de phrase "pour la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression", entre les mots "revêtent" et "les travaux" a été supprimé, et le membre de phrase "a terminé la première lecture et" a été inséré entre "le Groupe de travail" et "a commencé";

b) Au paragraphe 9, l'expression "accorder une attention particulière" a été remplacée par "prêter attention";

c) Au paragraphe 12, le terme "whenever" dans le texte anglais a été remplacé par "wherever" (sans objet en français).

page 6

20. Les représentants de la Chine, de Cuba, du Pakistan, de la République arabe syrienne et de la République islamique d'Iran ont fait des déclarations au sujet du projet de résolution.

21. La Commission a suspendu l'examen du projet de résolution E/CN.4/1993/L.48.

22. Par la suite, à la même séance, la Commission a repris l'examen du projet de résolution E/CN.4/1993/L.48. Le représentant du Canada a à nouveau remanié oralement le projet de résolution comme suit :

a) Aux paragraphes 1 et 2, le membre de phrase "dans de nombreuses régions du monde", entre les mots "constater que" et "un nombre considérable", a été supprimé;

b) Au paragraphe 6, le membre de phrase "dans toutes les régions du monde", après "à cet égard", a été supprimé;

c) Aux paragraphes 1, 2 et 18, l'expression "là où il s'applique, dans" a été insérée entre "des droits de l'homme et" et "le Pacte";

d) Au paragraphe 7, les mots "la Déclaration universelle des droits de l'homme et, là où il s'applique, dans" ont été insérés entre les mots "dans" et "le Pacte";

e) Aux paragraphes 9 et 13, le membre de phrase "proclamé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et, là où il s'applique, dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques" a été ajouté à la fin des paragraphes en question;

f) Au paragraphe 12, le membre de phrase "proclamé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et, là où il s'applique, dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques" a été inséré entre les mots "d'opinion" et "ou à en promouvoir".

23. Le projet de résolution, tel qu'il avait été remanié oralement, a été adopté sans être mis aux voix.

24. Le texte adopté figure à la section A du chapitre II (résolution 1993/45).

25. A la même séance, le représentant de la Fédération de Russie a présenté le projet de résolution E/CN.4/1993/L.49 qui avait pour auteurs l'Argentine, la Fédération de Russie, les Pays-Bas, le Portugal et la République tchèque.

26. Conformément à l'article 28 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, l'attention de la Commission a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme 1/ du projet de résolution E/CN.4/1993/L.49.

27. Le projet de résolution a été adopté sans être mis aux voix.

28. Pour le texte adopté, voir la résolution 1993/33 à la section A du chapitre II.

29. A la même séance, le représentant de la France a présenté le projet de résolution E/CN.4/1993/L.55 qui avait pour auteurs les pays suivants : Argentine, Australie, Autriche, Belgique*, Bulgarie*, Burundi, Chili, Chypre, Costa Rica, Fédération de Russie, Finlande, France, Hongrie*, Irlande, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda*, Sénégal*, Slovaquie*, Suède* et Suisse*. L'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique, la Norvège*, les Philippines* et la Tunisie se sont par la suite joints aux auteurs.

30. Le représentant de la France a révisé oralement le projet de résolution en remplaçant, au paragraphe 11, les mots "sur les actions de" par "concernant la".

31. Conformément à l'article 28 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, l'attention de la Commission a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme 1/ du projet de résolution E/CN.4/1993/L.55.

32. Le projet de résolution, tel que révisé oralement, a été adopté sans être mis aux voix.

33. Le texte adopté figure à la section A du chapitre II (résolution 1993/36).

34. A la même séance, le représentant du Portugal a présenté le projet de résolution E/CN.4/1993/L.61 qui avait pour auteurs les pays suivants : Autriche, Costa Rica, France, Grèce*, Hongrie*, Irlande*, Italie*, Japon, Liechtenstein*, Luxembourg*, Philippines*, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suède*. L'Allemagne, l'Australie, le Cameroun*, la République de Corée et la Slovaquie* se sont par la suite joints aux auteurs.

35. Le représentant du Portugal a révisé oralement le projet de résolution en insérant au paragraphe 5 les mots "de la sécurité" entre les mots "des droits de l'homme" et "et des privilèges".

36. Le projet de résolution tel que révisé oralement a été adopté sans être mis aux voix.

37. Le texte adopté figure à la section A du chapitre II (résolution 1993/39).

page 8

38. Compte tenu de l'adoption de la résolution 1993/39 (voir par. 34 à 37), la Commission n'a pas donné suite au projet de résolution VI que la Sous-Commission lui avait recommandé d'adopter (voir E/CN.4/1993/2, chap. 1, sect. A).

39. A la même séance, le représentant de l'Autriche a présenté le projet de résolution E/CN.4/1993/L.64 qui avait pour auteurs les pays suivants : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique*, Canada, Chypre, Costa Rica, Danemark*, Espagne*, Finlande, France, Grèce*, Hongrie*, Italie*, Nouvelle-Zélande*, Pays-Bas, Pologne, République tchèque, Rwanda* et Suède. La Norvège* et la Slovaquie* se sont par la suite jointes aux auteurs.

40. Le projet de résolution a été adopté sans être mis aux voix.

41. Le texte adopté figure à la section A du chapitre II (résolution 1993/41).

42. A la 57ème séance, le 5 mars 1993, la Commission a examiné le projet de résolution IV que la Sous-Commission lui avait recommandé pour adoption (voir E/CN.4/1993/2, chap. II, sect. A).

43. Conformément à l'article 28 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, l'attention de la Commission a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme 1/ du projet de résolution IV.

44. Le projet de résolution a été adopté sans être mis aux voix.

45. Le texte adopté figure à la section A du chapitre II (résolution 1993/42).

46. A la même séance, la Commission a examiné le projet de résolution V que la Sous-Commission lui avait recommandé pour adoption (voir E/CN.4/1993/2, chap. II, sect. A).

47. Conformément à l'article 28 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, l'attention de la Commission a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme 1/ du projet de résolution V.

48. Le projet de résolution a été adopté sans être mis aux voix.

49. Le texte adopté figure à la section A du chapitre II (résolution 1993/43).

50. A la même séance, la Commission a examiné le projet de résolution VIII que la Sous-Commission lui avait recommandé d'adopter (voir E/CN.4/1993/2, chap. II, sect. A).

51. Conformément à l'article 28 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, l'attention de la Commission a été

appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme 1/ du projet de résolution VIII.

52. Le projet de résolution a été adopté sans être mis aux voix.

53. Pour le texte adopté, voir la résolution 1993/44 à la section A du chapitre II.

54. A la même séance, la Commission a examiné le projet de décision 3 que la Sous-Commission lui avait recommandé d'adopter (voir E/CN.4/1993/2, chap. II, sect. B).

55. Conformément à l'article 28 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, l'attention de la Commission a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme 1/ du projet de décision 3.

56. Le projet de décision a été adopté sans être mis aux voix.

57. Le texte adopté figure à la section B du chapitre II (décision 1993/106).

58. A la même séance, la Commission a examiné le projet de décision 8 que la Sous-Commission lui avait recommandé pour adoption (voir E/CN.4/1993/2, chap. II, sect. B).

59. Le projet de décision a été adopté sans être mis aux voix.

60. Le texte adopté figure à la section B du chapitre II (décision 1993/107).

61. A la même séance, la Commission a examiné le projet de décision 11 que la Sous-Commission lui avait recommandé d'adopter (voir E/CN.4/1993/2, chap. II, sect. B).

62. Le projet de décision a été adopté sans être mis aux voix.

63. Le texte adopté figure à la section B du chapitre II (décision 1993/108).

a) Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

64. Pour l'examen du point 10 a) de l'ordre du jour, la Commission était saisie des documents suivants :

Note du Secrétaire général sur le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture (E/CN.4/1993/23 et Add.1 et 2);

Rapport soumis par le Rapporteur spécial, M. P. Kooijmans, en application de la résolution 1992/32 de la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1993/26);

Exposé écrit présenté par la Fédération internationale des droits de l'homme, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif (catégorie II) (E/CN.4/1993/NGO/18);

page 10

Exposé écrit présenté par International Educational Development, organisation non gouvernementale inscrite sur la Liste (E/CN.4/1993/NGO/41).

65. Au cours du débat général sur le point 10 a), les membres suivants de la Commission ont fait des déclarations 3/ : Australie (34ème), Autriche (28ème), Belgique (30ème), Brésil (31ème), Chine (30ème), Chypre (33ème), Colombie (33ème), Cuba (34ème), Etats-Unis d'Amérique (30ème), Inde (33ème), Indonésie (34ème), Pologne (33ème), Portugal (34ème), République de Corée (35ème), Roumanie (33ème), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (33ème).

66. La Commission a entendu des déclarations des observateurs des pays suivants : Espagne (31ème), Suède (31ème).

67. L'observateur de la Suisse a fait une déclaration (33ème).

68. La Commission a également entendu des déclarations des organisations non gouvernementales ci-après : Alliance réformée mondiale (35ème), Amnesty International (29ème), Association africaine d'éducation pour le développement (37ème), Association internationale des juristes démocrates (38ème), Commission des Eglises pour les affaires internationales du Conseil oecuménique des Eglises (29ème), Conférence mondiale des religions pour la paix (38ème), Conseil des points cardinaux (28ème), Entraide universitaire mondiale (38ème), Fédération internationale de l'action des chrétiens pour l'abolition de la torture (38ème), Fédération internationale Terre des hommes (35ème), Fédération syndicale mondiale (37ème), France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand (29ème), Grand Conseil des Cris (32ème), Groupe juridique sur les droits de l'homme internationaux (35ème), Human Rights Advocates (35ème), International Educational Development (38ème), International Federation for the Protection of the Rights of Ethnic, Religious and other Minorities (35ème), Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (31ème), Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples (28ème), Mouvement international des faucons (38ème), National Aboriginal and Islander Legal Service Secretariat (38ème), Organisation mondiale contre la torture (29ème), Pax Christi International (35ème), Pax Romana (32ème), Union des avocats arabes (37ème).

69. Des déclarations communes ont été faites par le Conseil international des femmes juives (28ème) au nom de : l'Alliance internationale des femmes, l'Association des femmes du Pacifique et de l'Asie du Sud-Est, l'Association internationale des juristes démocrates, l'Association mondiale des guides et

des éclaïreuses, le Comité de coordination d'organisations juives, la Communauté internationale baha'ie, le Congrès juif mondial, le Conseil consultatif anglican, le Conseil international des femmes, le Conseil international de traités, la Fédération abolitionniste internationale, la Fédération internationale des droits de l'homme, la Fédération internationale des femmes des carrières juridiques, la Fédération internationale des femmes diplômées des universités, la Fédération mondiale des femmes méthodistes, le Grand Conseil des Cris, la Fédération internationale des femmes juristes, les Femmes de l'Internationale socialiste, la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, la Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, le Mouvement international pour l'union fraternelle entre les races et les peuples, le Mouvement mondial des mères, l'Organisation internationale des femmes sionistes, Soroptimist Internationale, l'Union mondiale des organisations féminines catholiques, Zonta International.

70. Le représentant du Burundi a fait une déclaration dans l'exercice de son droit de réponse (30ème).

71. A la 57ème séance, le 5 mars 1993, le représentant de la Finlande a présenté le projet de résolution E/CN.4/1993/L.57, qui avait pour auteurs les pays suivants : Allemagne, Australie, Autriche, Canada, Chili, Costa Rica, Danemark*, Espagne*, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Gambie, Grèce*, Hongrie*, Irlande*, Islande*, Italie*, Liechtenstein*, Luxembourg*, Norvège*, Nouvelle-Zélande*, Pays-Bas, Pérou, Pologne, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal*, Slovaquie*, Suède*, Suisse* et Uruguay. Le Cameroun*, la Gambie et la Tunisie se sont par la suite joints aux auteurs.

72. Le projet de résolution a été adopté sans être mis aux voix.

73. Le texte adopté figure à la section A du chapitre II (résolution 1993/38).

74. A la même séance, l'observateur de la Belgique a présenté le projet de résolution E/CN.4/1993/L.63, qui avait pour auteurs les pays suivants : Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique*, Burundi, Cameroun*, Canada, Chypre, Costa Rica, Danemark*, Espagne*, Fédération de Russie, Finlande, France, Gambie, Hongrie*, Irlande*, Italie*, Liechtenstein*, Luxembourg*, Norvège*, Nouvelle-Zélande*, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda*, Sénégal*, Suède* et Suisse*.

page 12

Les Etats-Unis d'Amérique, les Philippines*, la Roumanie et la Slovaquie* se sont par la suite joints aux auteurs.

75. L'observateur de la Belgique a apporté une modification au projet de résolution, ajoutant au dispositif deux nouveaux paragraphes, les paragraphes 23 et 24, et attribuant à l'ancien paragraphe 23 le numéro 25.

76. Le représentant de Cuba a fait une déclaration à propos du projet de résolution.

77. Le projet de résolution, ainsi modifié oralement, a été adopté sans être mis aux voix.

78. Le texte adopté figure à la section A du chapitre 2 (résolution 1993/40).

b) Etat de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

79. Pour l'examen du point 10 b) de l'ordre du jour, la Commission était saisie des documents suivants :

Rapport du Secrétaire général (E/CN.4/1993/21);

Exposé écrit présenté par la Fédération internationale de l'action des chrétiens pour l'abolition de la torture, organisation non gouvernementale inscrite sur la Liste (E/CN.4/1993/NGO/7);

Rapport du Comité contre la torture (A/47/44);

80. Au cours du débat général sur le point 10 b), les membres suivants de la Commission ont fait des déclarations 3/ : Chine (30ème), Etats-Unis d'Amérique (30ème), Pologne (33ème).

81. La Commission a entendu des déclarations des observateurs des pays suivants : Belgique (30ème), Espagne (31ème), Roumanie (33ème).

82. A la 57ème séance, le 5 mars 1993, le représentant de la Finlande a présenté le projet de résolution E/CN.4/1993/L.56, qui avait pour auteurs : l'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, le Brésil, la Bulgarie, le Canada, le Chili, le Danemark*, l'Espagne*, les Etats-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, la Finlande, la France, la Grèce*, la Hongrie*, l'Irlande*, l'Italie*, le Liechtenstein*, le Luxembourg*, le Mexique, la Norvège*, la Nouvelle-Zélande*, le Panama*, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Sénégal*, la Slovaquie*, la Suède*, la Suisse* et l'Uruguay. Le Cameroun*, la Roumanie et le Venezuela se sont, par la suite, joints aux auteurs.

83. Les Etats-Unis d'Amérique se sont ultérieurement retirés de la liste des auteurs.

84. Le projet de résolution a été adopté sans être mis aux voix.

85. Le texte adopté figure à la section A du chapitre II (résolution 1993/37).

c) Question des disparitions forcées ou involontaires

86. Pour l'examen du point 10 c) de l'ordre du jour, la Commission était saisie des documents suivants :

Rapport du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires (E/CN.4/1993/25 et Add.1);

Communication présentée par la Comisión Andina de Juristas, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif (catégorie II) (E/CN.4/1993/NGO/10);

87. A la 28ème séance, le Président-Rapporteur du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, M. Ivan Tosevski, a présenté à la Commission le rapport du Groupe de travail (E/CN.4/1993/25 et Add.1).

88. Au cours du débat général sur le point 10 c), les membres suivants de la Commission ont fait des déclarations : Australie (34ème), Autriche (28ème), Brésil (31ème), Chili (28ème), Chypre (33ème), Costa Rica (30ème), Colombie (33ème), Cuba (34ème), Inde (33ème), Indonésie (34ème), Pologne (33ème), Portugal (34ème), République de Corée (35ème), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (33ème), Sri Lanka (33ème).

89. La Commission a entendu des déclarations des observateurs des pays suivants : Croatie (30ème), Philippines (31ème), Sénégal (28ème), Suède (31ème).

90. L'observateur de la Suisse a fait une déclaration (33ème).

91. La Commission a également entendu des déclarations des organisations non gouvernementales ci-après : Andean Commission of Jurists (35ème), Centre Europe-Tiers monde (38ème), Commission des Eglises pour les affaires internationales du Conseil oecuménique des Eglises (29ème), Commission pour la défense des droits humains en Amérique centrale (37ème), Entraide universitaire mondiale (38ème), Fédération latino-américaine des associations des familles des détenus disparus (32ème), Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants (38ème), France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand (29ème), Human Rights Advocates (35ème), International Educational Development (38ème), International Federation for the Protection

page 14

of the Rights of Ethnic, Religious and other Minorities (35ème), Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples (28ème), Mouvement international des faucons (38ème), Organisation mondiale contre la torture (29ème), Pax Romana (32ème), Union des avocats arabes (37ème).

92. Le représentant du Burundi a fait une déclaration dans le cadre de l'exercice de son droit de réponse (30ème).

93. A la 57ème séance, le 5 mars 1993, le représentant de la France a présenté le projet de résolution E/CN.4/1993/L.53, qui avait pour auteurs les pays suivants : Argentine, Australie, Autriche, Belgique*, Bulgarie, Canada, Chili, Chypre, Costa Rica, Danemark*, Espagne*, Fédération de Russie, Finlande, France, Gambie, Grèce*, Guinée-Bissau, Hongrie*, Irlande*, Italie*, Luxembourg*, Maurice, Mauritanie, Norvège*, Nouvelle-Zélande*, Panama*, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda*, Sénégal*, Slovaquie*, Suède*, Suisse* et Uruguay. Le Cameroun*, les Etats-Unis d'Amérique, la Gambie, les Philippines* et la Roumanie* se sont par la suite joints aux auteurs.

94. Le représentant de la France a modifié oralement le projet de résolution en ajoutant, à la fin du paragraphe 18 du dispositif, les termes suivants : "et de coopérer étroitement avec les Etats concernés à la recherche et à l'identification de ces enfants".

95. Le projet de résolution, ainsi modifié oralement, a été adopté sans être mis aux voix.

96. Le texte adopté figure à la section A du chapitre II (résolution 1993/35).

d) Question concernant un projet de protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

97. Pour l'examen du point 10 d) de l'ordre du jour, la Commission était saisie des documents suivants :

Rapport du Groupe de travail chargé d'examiner le projet de protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (E/CN.4/1993/28 et Corr.1);

Exposé écrit présenté par l'Association américaine des juristes, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie II (E/CN.4/1993/NGO/20).

98. A la 28ème séance, le représentant du Costa Rica, au nom de la Présidente-Rapporteur du Groupe de travail, Mme E. Odio Benito, a présenté à la Commission le rapport du Groupe de travail à composition non limitée chargé d'examiner le projet de protocole consultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

99. Au cours du débat général sur le point 10 d), les membres ci-après de la Commission ont fait des déclarations 3/ : Australie (34ème), Autriche (28ème), Brésil (31ème), Chili (28ème), Chine (30ème), Costa Rica (30ème), Pologne (33ème), République tchèque (30ème), Roumanie (33ème), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (33ème).

100. La Commission a entendu des déclarations des observateurs des pays suivants : Belgique (30ème), Sénégal (28ème), Suède (31ème).

101. L'observateur de la Suisse a fait une déclaration (33ème).

102. La Commission a également entendu des déclarations des organisations non gouvernementales ci-après : American Association of Jurists (35ème), Association internationale contre la torture (31ème).

103. A la 57ème séance, le 5 mars 1993, le représentant du Costa Rica a présenté le projet de résolution E/CN.4/1993/L.52, qui avait pour auteurs les pays suivants : Argentine, Autriche, Barbade, Belgique*, Brésil, Bulgarie, Burundi, Cameroun*, Canada, Chili, Chypre, Costa Rica, Danemark*, Equateur*, El Salvador*, Espagne*, Fédération de Russie, Finlande, France, Gambie, Grèce*, Guatemala*, Honduras*, Hongrie*, Irlande*, Italie*, Kenya, Liechtenstein*, Luxembourg*, Madagascar*, Nicaragua*, Norvège*, Panama*, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal*, Slovaquie*, Suède*, Suisse*, Turquie*, Uruguay et Venezuela. L'Australie, les Etats-Unis d'Amérique, la République dominicaine* et la Roumanie se sont par la suite joints aux auteurs.

104. Le représentant de la République arabe syrienne a fait une déclaration à propos du projet de résolution.

105. Le projet de résolution a été adopté sans être mis aux voix.

106. Le texte adopté figure à la section A du chapitre II (résolution 1993/34).